



RETURN BIDS TO:
RETOURNER LES SOUMISSIONS À:

INVITATION TO TENDER
APPEL D'OFFRES

**Tender To: Public Works and Government Services
Canada**

We hereby offer to sell to Her Majesty the Queen in right of Canada, in accordance with the terms and conditions set out herein, referred to herein or attached hereto, the goods, services, and construction listed herein and on any attached sheets at the price(s) set out therefor.

**Soumission aux: Travaux Publics et Services
Gouvernementaux Canada**

Nous offrons par la présente de vendre à Sa Majesté la Reine du chef du Canada, aux conditions énoncées ou incluses par référence dans la présente et aux annexes ci-jointes, les biens, services et construction énumérés ici et sur toute feuille ci-annexée, au(x) prix indiqué(s).

Comments - Commentaires

Vendor/Firm Name and Address
Raison sociale et adresse du
fournisseur/de l'entrepreneur

Issuing Office - Bureau de distribution

Public Works and Government Services Canada -
Pacific Region
800 Burrard Street, Room 219
800, rue Burrard, pièce 219
Vancouver
British C
V6Z 0B9

Title - Sujet Conversion du traitement de surface	
Solicitation No. - N° de l'invitation EZ899-221823/A	Date 2022-03-21
Client Reference No. - N° de référence du client	GETS Ref. No. - N° de réf. de SEAG PW-\$PWY-041-9114
File No. - N° de dossier PWY-1-44186 (041)	CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME
Solicitation Closes - L'invitation prend fin at - à 02:00 PM Pacific Daylight Saving Time PDT on - le 2022-04-19 Heure Avancée du Pacifique HAP	
F.O.B. - F.A.B. Plant-Usine: <input type="checkbox"/> Destination: <input checked="" type="checkbox"/> Other-Autre: <input type="checkbox"/>	
Address Enquiries to: - Adresser toutes questions à: Sezginalp (PWY), Kipp	Buyer Id - Id de l'acheteur pwy041
Telephone No. - N° de téléphone (604) 367-5341 ()	FAX No. - N° de FAX () -
Destination - of Goods, Services, and Construction: Destination - des biens, services et construction: PSPC - km 485 to km 520 - Alaska Highway, BC	

Instructions: See Herein

Instructions: Voir aux présentes

Delivery Required - Livraison exigée See Herein – Voir ci-inclus	Delivery Offered - Livraison proposée
Vendor/Firm Name and Address Raison sociale et adresse du fournisseur/de l'entrepreneur	
Telephone No. - N° de téléphone Facsimile No. - N° de télécopieur	
Name and title of person authorized to sign on behalf of Vendor/Firm (type or print) Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du fournisseur/ de l'entrepreneur (taper ou écrire en caractères d'imprimerie)	
Signature	Date

INVITATION À SOUMISSIONNER

Conversion du traitement de surface bitumineux à un revêtement bitumineux sur la route de l'Alaska Km 485 to Km520
Du km 485 au km 520 de la route de l'Alaska, en Colombie-Britannique

AVIS IMPORTANT AUX SOUMISSIONNAIRES

Avis aux soumissionnaires : Il n'y aura pas d'ouverture publique aux fins de la présente demande de soumissions. Voir l'IP08 pour de plus amples instructions.

IP12 Exigence de vaccination contre la COVID-19 et attestation a été ajoutée

CS02 Respect des mesures, des ordres permanents, des politiques et des règles sur place a été ajoutée

APPENDICE 5 – Attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19

TABLE DES MATIERES

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUMISSIONNAIRES (IP).....	3
IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION	3
IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES	3
IP03 VISITE DES LIEUX	3
IP04 CONFÉRENCE DES SOUMISSIONNAIRES	3
IP05 RÉVISION DES SOUMISSIONS	4
IP06 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION	4
IP07 LIVRAISON DES SOUMISSIONS	4
IP08 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES	6
IP09 FONDS INSUFFISANTS.....	6
IP10 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS	6
IP11 DROITS DU CANADA	7
IP12 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 ET ATTESTATION	7
IP13 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS	7
IP14 EXIGENCE DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (EPA)	7
IP15 SITES WEB.....	8
IP16 PROVINCIAL SALES TAX ACT (LOI SUR LA TAXE DE VENTE PROVINCIALE) DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE – ENTREPRENEURS IMMOBILIERS.....	9
R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION(IG) (2021-04-01).....	10
DOCUMENTS DU CONTRAT (DC).....	11
CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS).....	12
CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE	12
CS02 RESPECT DES MESURES, DES ORDRES PERMANENTS, DES POLITIQUES ET DES RÈGLES SUR PLACE 12	
CS03 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE	12
CS04 ÉVALUATION DU RENDEMENT	13
CS05 Modalités de paiement	13
FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA).....	14
SA01 IDENTIFICATION DU PROJET	14
SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE	14
SA03 OFFRE	14
SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS	14
SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT	14
SA06 DURÉE DES TRAVAUX	14
SA07 GARANTIE DE SOUMISSION	14
SA08 SIGNATURE	14
APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS	15
APPENDICE 2 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ	19
APPENDICE 3 - EXIGENCE DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (EPA).....	20
APPENDICE 4 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS	25
APPENDICE 5- ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19	27
ANNEXE A - ATTESTATION D'ASSURANCE	29
ANNEXE B - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (exemple)	31

INSTRUCTIONS PARTICULIÈRES AUX SOUSMISSIONNAIRES (IP)

IP01 DOCUMENTS DE SOUMISSION

1. Les documents suivants constituent les documents de soumission:
 - a. Appel d'offres - Page 1;
 - b. Instructions particulières aux soumissionnaires
 - c. Instructions générales – services de construction – exigences relatives à la garantie de soumission R2710T (2021-04-01);
 - d. Clauses et conditions identifiées aux "Documents du contrat";
 - e. Dessins et devis;
 - f. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout appendice s'y rattachant; et
 - g. Toute modification émise avant la clôture de l'invitation.

La présentation d'une soumission constitue une affirmation que le soumissionnaire a lu ces documents et accepte les modalités qui y sont énoncées.

2. Les Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission R2710T sont incorporées par renvoi et reproduites dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

IP02 DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS PENDANT L'APPEL D'OFFRES

1. Toute demande de renseignements sur l'appel d'offres doit être présentée par écrit à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1 à l'adresse courriel kipp.sezginalp@tpsgc-pwgsc.gc.ca. À l'exception de l'approbation de matériaux de remplacement, comme cela est décrit à l'IG15 de la R2710T toutes les autres demandes de renseignements devraient être reçues au moins 5 jours ouvrables avant la date de clôture de l'invitation afin de laisser suffisamment de temps pour y répondre. Pour ce qui est des demandes de renseignements reçues après cette date, il est possible qu'on ne puisse y répondre.
2. Pour assurer la cohérence et la qualité de l'information fournie aux soumissionnaires, l'autorité contractante examinera le contenu de la demande de renseignements et décidera s'il convient ou non de publier une modification.
3. Toutes les demandes de renseignements et autres communications envoyées avant la clôture de l'appel d'offres doivent être adressées UNIQUEMENT à l'autorité contractante dont le nom figure à l'Appel d'offres - Page 1. Le défaut de se conformer à cette exigence pourrait avoir pour conséquence que la soumission soit déclarée non recevable.

IP03 VISITE DES LIEUX

1. Aucune visite des lieux n'est prévue. On recommande fortement aux entrepreneurs de visiter personnellement les lieux avant de présenter leur soumission afin de bien se renseigner sur la nature et l'ampleur des travaux et de connaître les lieux.

IP04 CONFÉRENCE DES SOUSMISSIONNAIRES

Il n'y aura aucune visite des lieux. Toutefois, dans le cadre du processus d'appel d'offres, une conférence des soumissionnaires OBLIGATOIRE sur Microsoft Teams est prévue le jeudi 31 mars 2022 à 13 h (HAP). Tous les soumissionnaires doivent participer à cette réunion en ligne.

Les renseignements de connexion à cette rencontre sur Microsoft Teams seront transmis à tous les soumissionnaires intéressés qui auront communiqué avec l'autorité contractante avant le 31 mars 2022 à 9 h (HAP).

Si vous voulez participer, veuillez envoyer un courriel à Kipp Sezginalp, à kipp.sezginalp@tpsgc-pwgsc.gc.ca

IP05 RÉVISION DES SOUMISSIONS

Une soumission peut être révisée par Connexion postel conformément à l'IG10 de la R2710T.

IP06 EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION

R2710T – Instructions générales – Services de construction – Les modifications suivantes sont apportées aux Exigences relatives à la garantie de soumission :

Supprimer l'IG08.2 et remplacer par ce qui suit :

2. Le cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504) doit être présenté dans un formulaire approuvé, dûment rempli et portant des signatures valides et exécutoires ainsi que le sceau d'une compagnie de cautionnement approuvée dont les cautionnements sont acceptés par le gouvernement du Canada au moment de la clôture des soumissions ou d'une compagnie désignée à l'Appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor.
- 2.1 Un cautionnement de soumission peut être soumis dans un format électronique (Cautionnement Électronique) s'il répond aux critères suivants :
 - a. La version soumise par le soumissionnaire doit être un fichier électronique crypté d'un certificat numérique intégré vérifiable par le Canada en ce qui a trait à la totalité et l'intégralité du formulaire de cautionnement, y compris le contenu, toutes les signatures numériques et tous les sceaux numériques, auprès de la compagnie de cautionnement ou d'un fournisseur de services de vérification approuvé de la compagnie de cautionnement.
 - b. La version soumise doit être consultable, imprimable et stockable dans des formats de fichiers électroniques standards compatibles avec les systèmes du Canada et doit être présentée dans un seul fichier, le format autorisé étant le format PDF.
 - c. La vérification peut être effectuée par le Canada immédiatement ou à tout moment pendant la durée du cautionnement, et ce, à la discrétion du Canada.
 - d. Les résultats de la vérification doivent fournir une indication claire, immédiate et imprimable de réussite ou d'échec relativement à l'article 2.1.a.
 - e. Il n'est pas acceptable de présenter des copies (**non originales, non vérifiables ou copie numérisée**) d'un cautionnement de soumission portant une signature et un sceau. Si un cautionnement original ou vérifiable n'est pas présenté, la soumission sera jugée non conforme. Les soumissions non conformes seront rejetées. Une copie numérisée d'une caution ne constitue pas un cautionnement électronique.
- 2.2 Les cautionnements qui échouent au processus de vérification ne seront PAS considérés comme valides.
- 2.3 Les cautionnements qui réussissent au processus de vérification seront considérés comme originaux et authentiques.

IP07 LIVRAISON DES SOUMISSIONS

L'IG09 de R2710T est modifié comme-suit :

Ajouter le sous-alinéa 5 – Présentation des soumissions en format électronique à l'aide du service Connexion postel

- a. Les soumissions doivent être transmises à l'aide du service [Connexion postal](#) offert par la Société canadienne des postes. Les soumissions en format papier (remis en personne ou par la poste ou par messagerie) ou transmises par télécopieur Les soumissions envoyées par télécopieur ne seront pas acceptées pour la présente demande de soumissions.
- b. L'unique adresse courriel servant à répondre à la demande de soumissions au moyen du service Connexion postal est la suivante :

Région du Pacifique : TPSGC.RPReceptiondessoumissions-PRBidReceiving.PWGSC@tpsgc-pwgsc.gc.ca

Remarque : Les soumissions envoyées directement à l'adresse courriel susmentionnée seront jugées non conformes et seront rejetées. Cette adresse doit être utilisée pour ouvrir une conversation Connexion postal comme il est indiqué à la clause c., ou pour envoyer des soumissions au moyen d'un message Connexion postal si le soumissionnaire utilise sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal.

- c. Pour livrer une soumission à l'aide du service Connexion postal, le soumissionnaire doit :
 - i. Envoyer directement sa soumission uniquement au Module de réception des soumissions précisé de TPSGC, à l'aide de sa propre licence d'utilisateur du service Connexion postal fournie par la Société canadienne des postes; ou
 - ii. Envoyer dès que possible, et, en tout cas, au moins six jours ouvrables avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions (afin de garantir une réponse), un courriel qui contient le numéro de la demande de soumissions au Module de réception des soumissions désigné de TPSGC pour demander d'ouvrir une conversation Connexion postal. Les demandes d'ouverture de conversation Connexion postal reçues après ce délai pourraient demeurer sans réponse.
- d. Si le soumissionnaire envoie un courriel demandant le service Connexion postal au Module de réception des soumissions désigné dans la demande de soumissions, un agent du Module de réception des soumissions entamera alors la conversation Connexion postal. La conversation du service Connexion postal créera une alerte par courriel de la Société canadienne des postes invitant le soumissionnaire à accéder et à répondre au message dans la conversation. Le soumissionnaire sera alors en mesure de transmettre sa soumission à n'importe quel moment avant la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- e. Si le soumissionnaire utilise sa propre licence pour envoyer sa soumission, il doit maintenir la conversation Connexion postal ouverte pendant au moins trente (30) jours ouvrables après la date et l'heure de clôture de la demande de soumissions.
- f. Le numéro de la demande de soumissions doit être indiqué dans le champ réservé aux messages de Connexion postal lors de toutes les transmissions électroniques.
- g. Il est important de noter qu'il faut avoir une adresse postale canadienne pour utiliser le service Connexion postal. Si le soumissionnaire n'en a pas, il peut utiliser l'adresse du Module de réception des soumissions indiquée dans la demande de soumissions pour s'inscrire au service Connexion postal.
- h. Dans le cas des soumissions transmises à l'aide du service Connexion postal, le Canada ne pourra être tenu responsable d'aucune défaillance attribuable à l'utilisation de ce mode de transmission ou de réception. Entre autres, le Canada n'assumera aucune responsabilité pour ce qui suit :
 - i. Réception d'une soumission brouillée, corrompue ou incomplète;
 - ii. Indisponibilité ou mauvais état du service Connexion postal;
 - iii. Incompatibilité entre le matériel utilisé pour l'envoi et le matériel utilisé pour la réception;
 - iv. Retard dans la transmission ou la réception de la soumission;
 - v. Mauvaise identification de la soumission par le soumissionnaire;
 - vi. Illisibilité de la soumission;
 - vii. Sécurité des données contenues dans la soumission;

- viii. Incapacité de créer une conversation électronique à l'aide du service Connexion postal.
- i. Le Module de réception des soumissions enverra un accusé de réception des documents de la soumission au moyen de la conversation Connexion postal, peu importe si la conversation a été initiée par le fournisseur à l'aide de sa propre licence ou par le Module de réception des soumissions. Cet accusé de réception ne confirmera que la réception des documents de la soumission et ne confirmera pas si les pièces jointes peuvent être ouvertes ou si le contenu est lisible.
- j. Les soumissionnaires doivent veiller à utiliser la bonne adresse courriel du Module de réception des soumissions lorsqu'ils amorcent une conversation dans Connexion postal ou qu'ils communiquent avec le Module de réception des soumissions, et ne doivent pas supposer que l'adresse courriel est exacte s'ils font un copier-coller dans le système Connexion postal.
- k. Une soumission transmise par le service Connexion postal constitue la soumission officielle du soumissionnaire.

IP08 RÉSULTATS DE L'APPEL D'OFFRES

- 1. Il n'y aura pas de dépouillement public des soumissions pour cette invitation.
- 2. L'entrepreneur ayant fourni la soumission recevable la plus basse sera recommandée pour l'octroi du contrat.
- 3. Après la date de clôture pour la réception des soumissions, on peut demander les résultats de l'appel d'offres en communiquant par adresse courriel Maria.Chan@pwgsc-tpsgc.gc.ca ou Brian.Strader@pwgsc-tpsgc.gc.ca.

IP09 FONDS INSUFFISANTS

Si la soumission conforme la plus basse dépasse le montant des fonds alloués par le Canada pour les travaux, le Canada pourra

- a. annuler l'appel d'offres; ou
- b. obtenir des fonds supplémentaires et attribuer le contrat au soumissionnaire ayant présenté la soumission conforme la plus basse.

IP10 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

- 1. Le Canada se réserve le droit de demander une prorogation de la période de validité des soumissions tel que précisé à la SA04 du Formulaire de soumission et d'acceptation. Dès réception d'un avis écrit du Canada, les soumissionnaires auront le choix d'accepter ou de refuser la prorogation proposée.
- 2. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut est acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra poursuivre alors sans tarder l'évaluation des soumissions et les processus d'approbation.
- 3. Si la prorogation mentionnée à l'alinéa 1. ci-haut n'est pas acceptée par écrit par tous les soumissionnaires qui ont présenté une soumission, le Canada pourra alors, à sa seule discrétion,
 - a) poursuivre l'évaluation des soumissions de ceux qui auront accepté la prorogation proposée et obtenir les approbations nécessaires; ou
 - b) annuler l'appel d'offres.
- 4. Les conditions exprimées dans les présentes ne limitent d'aucune façon les droits du Canada définis dans la loi ou en vertu de l'IG11 de R2710T.

IP11 DROITS DU CANADA

1. Le Canada se réserve le droit :

- a. de rejeter l'une quelconque ou la totalité des soumissions reçues en réponse à la demande de soumissions;
- b. de négocier avec les soumissionnaires n'importe quel aspect de leur soumission;
- c. d'accepter une soumission en totalité ou en partie, sans négociation;
- d. d'annuler la demande de soumissions à n'importe quel moment;
- e. d'émettre de nouveau la demande de soumissions;
- f. si aucune soumission recevable n'est reçue et que le besoin n'est pas modifié substantiellement, d'émettre de nouveau la demande de soumissions en invitant uniquement les soumissionnaires qui ont soumissionné, à soumissionner de nouveau dans un délai indiqué par le Canada; et
- g. de négocier avec le seul soumissionnaire qui a déposé une soumission recevable pour s'assurer que le Canada profitera du meilleur rapport qualité/prix

IP12 EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19 ET ATTESTATION

Cette exigence est assujettie à la Politique sur la vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs. Tous les soumissionnaires doivent fournir, avec leur soumission, l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 jointe à cette demande de soumissions (Appendice 5).

Cette attestation jointe à la demande de soumissions à la date de clôture est jointe au contrat qui en découle et fait partie intégrante du contrat. Le fait de négliger de compléter et de fournir l'attestation de l'exigence de vaccination contre la COVID-19 dans le cadre de la soumission rendra la soumission non recevable.

IP13 PROCESSUS DE CONTESTATION DES OFFRES ET MÉCANISMES DE RECOURS

- (a) Les fournisseurs potentiels ont accès à plusieurs mécanismes pour contester des aspects du processus d'approvisionnement jusqu'à l'attribution du marché, inclusivement.
- (b) Le Canada invite les fournisseurs à porter d'abord leurs préoccupations à l'attention de l'autorité contractante. Le site Web du Canada [Achats et ventes](#), sous le titre « [Processus de contestation des soumissions et mécanismes de recours](#) », fournit de l'information sur les organismes de traitement des plaintes possibles, notamment :
 - Bureau de l'ombudsman de l'approvisionnement (BOA)
 - Tribunal canadien du commerce extérieur (TCCE)
- (c) Les fournisseurs devraient savoir que des **délais stricts** sont fixés pour le dépôt des plaintes et qu'ils varient en fonction de l'organisation concernée. Les fournisseurs devraient donc agir rapidement s'ils souhaitent contester un aspect du processus d'approvisionnement.

IP14 EXIGENCE DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (EPA)

Dans le cadre de l'engagement du Canada à soutenir la population des peuples autochtones au pays, ce marché contient une exigence de participation autochtone (EPA) OBLIGATOIRE qui vise à offrir des occasions de participer aux travaux visés par le marché et, par conséquent, à avoir une influence positive sur le développement socioéconomique des peuples et des entreprises autochtones des Premières Nations du Traité no 8 de la Colombie-Britannique et du Conseil des Dénés Kaska, plus précisément la Première Nation de Fort Nelson et le Conseil des Dénés Daylu. Les

renseignements que les soumissionnaires doivent fournir sont présentés à l'annexe 3 – Exigence de participation autochtone (EPA).

Pour aider les soumissionnaires à préparer le PAA, veuillez communiquer avec les représentants désignés :

Conseil des Dénés Daylu

Lyon Kechika Contracting Ltd., Conseil des Dénés Daylu

Derek Loots, directeur général

Bureau : 250-779-3010

Cellulaire : 250-775-0043

derekloots@hotmail.com

Première Nation de Fort Nelson

Eh-Cho-Dene

Brendan Youb

Téléphone : 250-774-7523

Cellulaire : 250-500-1377

Courriel : Brendan@ehchodene.com

IP15 SITES WEB

La connexion à certains des sites Web se trouvant aux documents d'appel d'offres est établie à partir d'hyperliens. La liste suivante énumère les adresses de ces sites Web.

Appendice L du Conseil du Trésor, Compagnies de cautionnement reconnues

<http://www.tbs-sct.gc.ca/pol/doc-fra.aspx?id=14494§ion=text#appL>

Achats et ventes

<https://achatsetventes.gc.ca/>

Sanctions économiques canadiennes

<http://www.international.gc.ca/sanctions/index.aspx?lang=fra>

Rapport d'évaluation du rendement de l'entrepreneur (Formulaire PWGSC-TPSGC 2913)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/2913.pdf>

Cautionnement de soumission (formulaire PWGSC-TPSGC 504)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/504.pdf>

Cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505)

http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/505_fra.pdf

Cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire PWGSC-TPSGC 506)

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/documents/506.pdf>

Guide des clauses et conditions uniformisées d'achats (CCUA)

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>

TPSGC, Programme de sécurité des contrats

<http://ssi-iss.tpsgc-pwgsc.gc.ca/index-fra.html>

TPSGC, Code de conduite pour l'approvisionnement

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/cndt-cndct/contexte-context-fra.html>

TPSGC, Formulaires relatifs à l'administration des contrats de construction et de services d'experts-conseils

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/app-acq/forms/formulaires-forms-fra.html>

Formulaire de déclaration

<http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/formulaire-form-fra.html>

Accord Commerciaux

<https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/Cadre-strat-gique-et-juridique/Accords-commerciaux>

IP16 PROVINCIAL SALES TAX ACT (LOI SUR LA TAXE DE VENTE PROVINCIALE) DE LA COLOMBIE-BRITANNIQUE – ENTREPRENEURS IMMOBILIERS

Dans la province de la Colombie-Britannique, les entrepreneurs immobiliers qui ont conclu des contrats avec le gouvernement fédéral peuvent effectuer, aux fins des contrats immobiliers, des achats exempts de la taxe de vente provinciale en remettant à leurs fournisseurs un certificat d'exemption pour les entrepreneurs (FIN 491) dûment rempli et, s'il y a lieu, un certificat d'exemption pour les sous-traitants (FIN 493) dûment rempli.

Sur demande, le Canada fournira à l'entrepreneur général le formulaire d'exemption FIN 491 dûment signé ainsi que le formulaire FIN 493, s'il y a lieu.

Pour de plus amples renseignements, veuillez consulter le lien ci-dessous (en anglais seulement) :

<http://www2.gov.bc.ca/assets/gov/taxes/sales-taxes/publications/pst-501-real-property-contractors.pdf>

R2710T INSTRUCTIONS GÉNÉRALES - SERVICES DE CONSTRUCTION - EXIGENCES RELATIVES À LA GARANTIE DE SOUMISSION(IG) (2021-04-01)

Les articles suivants sont reproduits sur le site Web <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R/R2710T/23>

- IG01 Dispositions relatives à l'intégrité - soumission
- IG02 La soumission
- IG03 Identité ou capacité civile du soumissionnaire
- IG04 Taxes applicables
- IG05 Frais d'immobilisation
- IG06 Immatriculation et évaluation préalable de l'outillage flottant
- IG07 Liste des sous-traitants et fournisseurs
- IG08 Exigences relatives à la garantie de soumission
- IG09 Livraison des soumissions
- IG10 Révision des soumissions
- IG11 Rejet de la soumission
- IG12 Coûts relatifs aux soumissions
- IG13 Numéro d'entreprise – approvisionnement
- IG14 Respect des lois applicables
- IG15 Approbation des matériaux de remplacement
- IG16 Évaluation du rendement
- IG17 Conflit d'intérêts / Avantage indus.
- IG18 Code de conduite pour l'approvisionnement-soumission

DOCUMENTS DU CONTRAT (DC)

1. Les documents suivants constituent le contrat:
 - a. Page « Contrat » une fois signée par le Canada;
 - b. Formulaire de soumission et d'acceptation et tout Appendice s'y rattachant rempli(s) en bonne et due forme;
 - c. Dessins et devis;
 - d. Conditions générales et clauses:

CG1	Dispositions générales – Services de construction	R2810D	(2017-11-28);
CG2	Administration du contrat	R2820D	(2016-01-28);
CG3	Exécution et contrôle des travaux	R2830D	(2019-11-28);
CG4	Mesures de protection	R2840D	(2008-05-12);
CG5	Modalités de paiement	R2850D	(2019-11-28);
CG6	Retards et modifications des travaux	R2860D	(2019-05-30);
CG7	Défaut, suspension ou résiliation du contrat	R2870D	(2018-06-21);
CG8	Règlement des différends	R2882D	(2019-11-28);
CG9	Garantie contractuelle	R2890D	(2018-06-21);
CG10	Assurances	R2900D	(2008-05-12);
	Coûts admissibles pour les modifications de contrat sous CG6.4.1	R2950D	(2015-02-25);
 - e. Conditions supplémentaires
 - f. Toute modification émise ou toute révision de soumission recevable, reçue avant l'heure et la date déterminée pour la clôture de l'invitation;
 - g. Toute modification incorporée d'un commun accord entre le Canada et l'entrepreneur avant l'acceptation de la soumission; et
 - h. Toute modification aux documents du contrat qui est apportée conformément aux conditions générales.
2. Les documents identifiés par titre, numéro et date ci-dessus sont intégrés par renvoi et sont reproduits dans le Guide des clauses et conditions uniformisées d'achat (CCUA) publié par Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC). Le guide des CCUA est disponible sur le site Web de TPSGC: <https://achatsetventes.gc.ca/politiques-et-lignes-directrices/guide-des-clauses-et-conditions-uniformisees-d-achat/5/R>
3. La langue des documents du contrat est celle du Formulaire de soumission et d'acceptation présenté.

CONDITIONS SUPPLÉMENTAIRES (CS)

CS01 CONDITIONS D'ASSURANCE

1) Polices d'assurance

- a) L'entrepreneur souscrit et maintient, à ses propres frais, les polices d'assurance conformément aux exigences de l'Attestation d'assurance. L'assurance doit être souscrite auprès d'un assureur autorisé à faire affaire au Canada.
- b) Le respect des exigences en matière d'assurance ne dégage pas l'entrepreneur de sa responsabilité en vertu du contrat, ni ne la diminue. L'entrepreneur est responsable de décider si une assurance supplémentaire est nécessaire pour remplir ses obligations en vertu du contrat et pour se conformer aux lois applicables. Toute assurance supplémentaire souscrite est à la charge de l'entrepreneur ainsi que pour son bénéfice et sa protection.

2) Période d'assurance

- a) Les polices exigées à l'Attestation d'assurance doivent prendre effet le jour de l'attribution du contrat et demeurer en vigueur pendant toute la durée du contrat.
- b) Il incombe à l'entrepreneur de fournir et de maintenir la couverture pour produits/travaux complétés de sa police d'assurance responsabilité civile des entreprises et ce pour un délai minimum de (6) six ans suivant la date du Certificat d'achèvement substantiel.

3) Preuve d'assurance

- a) Avant le début des travaux, et au plus tard trente (30) jours après l'acceptation de sa soumission, l'entrepreneur doit remettre au Canada une Attestation d'assurance sur le formulaire fournis.
- b) À la demande du Canada, l'entrepreneur doit fournir les originaux ou les copies certifiées de tous les contrats d'assurance auxquels l'entrepreneur a souscrit conformément à l'Attestation d'assurance.

4) Indemnités d'assurance

En cas de sinistre, l'entrepreneur doit faire sans délai toutes choses et exécuter tous documents requis pour le paiement de l'indemnité d'assurance.

5) Franchise

L'entrepreneur doit assumer le paiement de toutes sommes d'argent en règlement d'un sinistre, jusqu'à concurrence de la franchise.

CS02 RESPECT DES MESURES, DES ORDRES PERMANENTS, DES POLITIQUES ET DES RÈGLES SUR PLACE

L'entrepreneur doit se conformer et s'assurer que ses employés et ses sous-traitants se conforment à toutes les mesures de sécurité, ordres permanents, politiques et règles sur place qui sont en vigueur sur le lieu où le travail est effectué.

CS03 TYPES ET MONTANTS DE LA GARANTIE CONTRACTUELLE

Supprimer la CG9.2.2 et remplacer par ce qui suit :

Le cautionnement d'exécution (formulaire PWGSC-TPSGC 505) et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux (formulaire TPSGC-PWGSC 506) mentionnés au sous-alinéa 1a) de la CG9.2 doivent être présentés dans un formulaire et provenir d'une compagnie de cautionnement reconnue par le Canada (voir l'Appendice L, Compagnies de cautionnement reconnues, du Conseil du Trésor). Les cautionnements peuvent être présentés en format papier portant une signature et un sceau, OU en format électronique/numérique.

Les versions électroniques/numériques doivent être conformes aux exigences suivantes :

1. Le cautionnement d'exécution et le cautionnement pour le paiement de la main-d'œuvre et des matériaux peuvent être soumis dans un format électronique ou numérique s'ils répondent aux critères suivants :
 - 1.1 Les versions soumises par l'entrepreneur doivent être vérifiables par le Canada en ce qui a trait à la totalité et l'intégralité du formulaire de cautionnement, y compris le contenu, toutes les signatures numériques et tous les sceaux numériques, auprès de la compagnie de cautionnement ou d'un fournisseur de services de vérification approuvé de la compagnie de cautionnement.
 - 1.2 Les versions soumises doivent être consultables, imprimables et stockables dans des formats de fichiers électroniques standards compatibles avec les systèmes du Canada et doivent être présentées dans un seul fichier, le format autorisé étant le format PDF
 - 1.3 La vérification peut être effectuée par le Canada immédiatement ou à tout moment pendant la durée du cautionnement, à la discrétion du Canada, et ne doit pas nécessiter de mots de passe ni de frais.
 - 1.4 Les résultats de la vérification doivent fournir une indication claire, immédiate et imprimable de réussite ou d'échec relativement à l'article 1.1.
2. Les cautionnements qui échouent au processus de vérification ne seront PAS considérés comme valides.

CS04 ÉVALUATION DU RENDEMENT

La condition générale GC1.22, Évaluation du rendement, de la clause R2810D (2017-08-17) du Guide des CCUA est modifiée afin d'inclure le passage suivant :

1, f. Atteinte des objectifs de l'EPA, ce qui comprend la vérification que l'entrepreneur a atteint, voire dépassé, ses engagements aux termes de l'Exigence de participation des Autochtones.

CS05 Modalités de paiement

La condition générale GC5.4 de la clause R2850D (2014-06-26), Paiement progressif, est modifiée afin d'inclure le passage suivant :

1, c. un rapport cumulatif rempli et à jour sur l'Exigence de participation des Autochtones, sous la forme énoncée dans le contrat, qui décrit l'ensemble des travaux réalisés par les peuples autochtones dans le cadre de l'exécution du contrat depuis le début de ce dernier.

FORMULAIRE DE SOUMISSION ET D'ACCEPTATION (SA)

SA01 IDENTIFICATION DU PROJET

Conversion du traitement de surface bitumineux à un revêtement bitumineux sur la route de l'Alaska Km 485 to Km520
Du km 485 au km 520 de la route de l'Alaska, en Colombie-Britannique

SA02 NOM LÉGAL ET ADRESSE DU SOUMISSIONNAIRE

Raison sociale:					
Nom Commercial (si applicable):					
Adresse:					
Téléphone:		Télécopieur:		NEA:	
Adresse courriel :					
Le Numéro d'organisation du Programme de sécurité des contrats (si requis) :					

SA03 OFFRE

Le soumissionnaire offre au Canada d'exécuter les travaux du projet mentionné ci-dessus, conformément aux documents de soumission pour le **MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION INDIQUÉ DANS L'APPENDICE 1.**

SA04 PÉRIODE DE VALIDITÉ DES SOUMISSIONS

La soumission ne peut être retirée pour une période de (30) jours suivant la date de clôture de l'invitation.

SA05 ACCEPTATION ET CONTRAT

À l'acceptation de l'offre de l'entrepreneur par le Canada, un contrat exécutoire sera formé entre le Canada et le soumissionnaire. Les documents constituant le contrat sont ceux mentionnés à la section Documents du contrat.

SA06 DURÉE DES TRAVAUX

L'entrepreneur doit exécuter et achever les travaux d'ici au 15 octobre 2022.

SA07 GARANTIE DE SOUMISSION

Le soumissionnaire doit joindre à sa soumission une garantie de soumission conformément à l'IG08 - Exigences relatives à la garantie de soumission de la R2710T - Instructions générales - Services de construction - Exigences relatives à la garantie de soumission.

SA08 SIGNATURE

--

Nom et titre de la personne autorisée à signer au nom du soumissionnaire (Tapés ou lettres moulées)

--

Signature

--

Date

APPENDICE 1 - FORMULAIRE DE PRIX COMBINÉS

- 1) Les prix unitaires seront retenus pour établir le montant total des prix calculés. Toute erreur arithmétique à cet appendice sera corrigée par le Canada.
- 2) Le Canada peut rejeter la soumission si quelconque des prix soumis ne tient pas fidèlement compte du coût de l'exécution de la partie des travaux à laquelle ce prix s'applique.

TABLEAU DES PRIX UNITAIRES

Le tableau des prix unitaires désigne la partie des travaux qui est assujettie à un arrangement à prix unitaires.

- a) Les travaux faisant partie de chaque article sont tels que décrits aux sections du devis en référence.
- b) Le prix unitaire ne doit pas inclure de montants pour des travaux qui ne sont pas inclus aux articles de prix unitaires.

Travaux de base (A)

N° d'art.	Section du devis	Article de l'appel d'offres	Quantité estimative	Unité de mesure	Tarif unitaire	Prix total
1	01 25 00	Mobilisation, démobilisation et conditions générales du contrat	1	M.F.		
2	01 35 00	Gestion de la circulation	1	M.F.		
3	01 45 00	Gestion de la qualité	1	M.F.		
4	01 52 00	Remorque de chantier du représentant du Ministère	1	M.F.		
5	01 29 00	Levés	1	M.F.		
6	31 24 14	Décapage (profondeur de 100 mm)	0	m ³		
7	10 14 53	Enlèvement de panneaux réglementaires	7	Ch.		
8	10 14 53	Déplacement de panneaux réglementaires	4	Ch.		
9	34 71 13.01	Enlèvement et remise en place des glissières en béton préfabriqué existantes	890	M lin.		
10	31 24 14	Excavation vers une décharge	17 929	m ³		
11	32 92 19.16	Ensemencement hydraulique – Fourniture et application	23 680	m ²		
12	31 24 14	Transport et mise en place de terre végétale	2 368	m ³		
13	32 17 23	Marquage de chaussée – ligne jaune pleine et tiretée	24	km		
14	32 17 23	Marquage de chaussée – ligne blanche pleine et simple	48	km		
15	32 11 24	Chargement, transport, mise en place et compactage d'une couche de nivellement de base en pierre concassée	8 563	m ³		
16	32 11 24	Chargement, transport, mise en place et compactage d'une couche de base en pierre concassée (structure de l'accotement et de l'élargissement)	11 428	m ³		
17	32 11 24	Chargement, transport, mise en place et compactage d'une couche de fondation granulaire	8 395	m ³		

		(structure de l'accotement et de l'élargissement)				
18	32 12 13.23	Fourniture et application d'une couche d'imprégnation bitumineuse	223 360	m ²		
19	32 12 13.16	Fourniture et installation de la couche d'accrochage bitumineuse	225 920	m ²		
20	31 24 14	Toile géotextile non tissée	39 690	m ²		
21	32 12 16	Revêtement de chaussée en béton bitumineux mélangé à chaud	54 540	Tonne		
22	32 11 34	Remise en état sur une profondeur de 100 mm (pulvériser et niveler)	315 215	m ²		
23	32 11 34	Remise en état sur une profondeur de 200 mm aux approches du pont (pulvériser et niveler)	0	m ²		
24	31 24 14	Matériau de remplissage importé pour l'élargissement du remblai	0	m ³		
25	10 14 53	Nouveaux panneaux de signalisation et poteaux	3	Ch.		
26	32 12 20	Bandes rugueuses	57	km		
27	33 42 13	Prolongement de ponceau pour l'élargissement du remblai	0	Ch.		
SOUS-TOTAL POUR LES TRAVAUX DE BASE (A)						\$

Travaux facultatifs :

Les articles 28 à 54 sont des travaux facultatifs ajoutés au dossier d'appel d'offres. Toutes les soumissions doivent comprendre ces articles dans le tableau des prix unitaires. Toute soumission qui n'aura pas tenu compte de ces articles sera considérée non recevable et sera donc disqualifiée.

Biens ou services facultatifs :

L'entrepreneur accorde au Canada l'option irrévocable d'acquérir les biens et/ou les services qui sont décrits ci-dessous comme travaux facultatifs et tels que décrits dans le devis et les dessins, selon les mêmes conditions et aux prix ou aux taux établis dans le contrat. Cette option ne pourra être exercée que par l'autorité contractante et sera confirmée, pour des raisons administratives seulement, par une modification au contrat.

L'autorité contractante peut exercer l'option avant la date d'expiration du contrat en envoyant un avis écrit à l'entrepreneur.

Travaux facultatifs (B)

28	01 25 20	Mobilisation, démobilisation et conditions générales du contrat	1	M.F.		
29	01 35 00	Gestion de la circulation	1	M.F.		
30	01 45 00	Gestion de la qualité	1	M.F.		
31	01 52 00	Remorque de chantier du représentant du Ministère	1	M.F.		
32	01 29 00	Levés	1	M.F.		
33	31 24 14	Décapage (profondeur de 100 mm)	191	m ³		

34	10 14 53	Enlèvement de panneaux réglementaires	3	Ch.		
35	10 14 53	Déplacement de panneaux réglementaires	9	Ch.		
36	34 71 13.01	Enlèvement et remise en place des glissières en béton préfabriqué existantes	442	M lin.		
37	31 24 14	Excavation vers une décharge	10 235	m ³		
38	32 92 19.16	Ensemencement hydraulique – Fourniture et application	1 910	m ²		
39	31 24 14	Transport et mise en place de terre végétale	191	m ³		
40	32 17 23	Marquage de chaussée – ligne jaune pleine et tiretée	11	km		
41	32 17 23	Marquage de chaussée – ligne blanche pleine et simple	22	km		
42	32 11 24	Chargement, transport, mise en place et compactage d'une couche de nivellement de base en pierre concassée	1 380	m ³		
43	32 11 24	Chargement, transport, mise en place et compactage d'une couche de base en pierre concassée (structure de l'accotement et de l'élargissement)	10 219	m ³		
44	32 11 24	Chargement, transport, mise en place et compactage d'une couche de fondation granulaire (structure de l'accotement et de l'élargissement)	178	m ³		
45	32 12 13.23	Fourniture et application d'une couche d'imprégnation bitumineuse	104 688	m ²		
46	32 12 13.16	Fourniture et installation de la couche d'accrochage bitumineuse	101 435	m ²		
47	31 24 14	Toile géotextile non tissée	11 155	m ²		
48	32 12 16	Revêtement de chaussée en béton bitumineux mélangé à chaud	27 307	Tonne		
49	32 11 34	Remise en état sur une profondeur de 100 mm (pulvériser et niveler)	126 430	m ²		
50	32 11 34	Remise en état sur une profondeur de 200 mm aux approches du pont (pulvériser et niveler)	5 695	m ²		
51	31 24 14	Matériau de remplissage importé pour l'élargissement du remblai	218	m ³		
52	10 14 53	Nouveaux panneaux de signalisation et poteaux	13	Ch.		
53	32 12 20	Bandes rugueuses	24	km		

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ899-221823/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwy041

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

54	33 42 13	Prolongement de ponceau pour l'élargissement du remblai (900 mm de diam. x 3 m de long)	1	Ch.		
SOUS-TOTAL POUR LES TRAVAUX DE BASE (B)						\$

MONTANT TOTAL DE LA SOUMISSION (A +B) Excluant les taxes applicable(s)	\$
----------------------------------------------------------------------------------	-----------

APPENDICE 2 - DISPOSITION RELATIVES À L'INTÉGRITÉ

(Texte provenant de la Politique d'inadmissibilité et de suspension <http://www.tpsgc-pwgsc.gc.ca/ci-if/politique-policy-fra.html> en date du 2016-04-04)

Liste des noms : Tous les soumissionnaires, peu importe leur situation au titre de la Politique, doivent présenter les renseignements ci-dessous au moment de prendre part à un processus d'approvisionnement ou à une transaction immobilière :

- les soumissionnaires constitués en personne morale, y compris ceux qui présentent une soumission à titre de coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les administrateurs actuels ou, dans le cas d'une entreprise privée, des propriétaires de la société;
- les soumissionnaires soumissionnant à titre d'entreprise à propriétaire unique, y compris ceux soumissionnant en tant que coentreprise, doivent fournir la liste complète des noms de tous les propriétaires;
- les soumissionnaires soumissionnant à titre de société en nom collectif n'ont pas à soumettre une liste de noms.

Si la liste des noms n'a pas été fournie à la fin de l'évaluation des soumissions ou des offres ou dans le cadre d'un processus d'approvisionnement ou d'une transaction immobilière où aucune soumission ou offre ne sera présentée, l'autorité contractante informera le soumissionnaire du délai à l'intérieur duquel il doit donner l'information. Fournir les noms requis est une exigence obligatoire d'attribution d'un accord immobilier ou d'un contrat. Le défaut de fournir la liste des noms dans le délai prescrit rendra la soumission ou l'offre irrecevable, ou autrement entraînera l'exclusion du soumissionnaire du processus d'attribution de l'accord immobilier ou du contrat.

APPENDICE 3 - EXIGENCE DE PARTICIPATION DES AUTOCHTONES (EPA)

1) Préambule

Le gouvernement du Canada tient à la réconciliation et à un dialogue significatif avec les peuples autochtones. Ce projet se déroulera sur les territoires traditionnels des Premières Nations de la Colombie-Britannique visées par le Traité n° 8 et du Conseil des Dénés Kaska, plus précisément la Première Nation de Fort Nelson et le Conseil des Dénés Daylu (ci-après désignés conjointement comme les « peuples autochtones »).

Dans le cadre de l'engagement du Canada à l'égard de la réconciliation avec les peuples autochtones, ce marché exige que les soumissionnaires incluent une exigence de participation autochtone (EPA) qui offre aux peuples autochtones locales sur les territoires traditionnels desquelles le projet est situé, des possibilités de participer à l'exécution des travaux fédéraux en offrant des biens, des services, de la formation, des emplois, de l'apprentissage ou des possibilités de sous-traitance. Tous les soumissionnaires doivent fournir des avantages précis prévus pour les Autochtones et les entreprises autochtones détenues par les peuples autochtones susmentionnés pendant toute la durée du projet.

Par le passé, le Canada a réussi à renforcer les capacités des peuples autochtones et est heureux de continuer à travailler en collaboration avec les collectivités et les intervenants autochtones dans le cadre de tous les projets fédéraux.

2) Mobilisation des peuples autochtones

Les soumissionnaires doivent inclure un plan pour offrir des possibilités de participation significatives en lien avec les travaux, pour les peuples autochtones locaux pendant toute la durée du projet. Ces possibilités peuvent comprendre la fourniture de biens, de services, de formation, d'emplois, d'apprentissage ou de sous-traitance.

Le mot « significatives » dans le paragraphe ci-dessus signifie que les possibilités offertes maximisent la capacité des peuples autochtones à participer aux travaux visés par le marché. Cela exige le soumissionnaire pour discuter avec les peuples autochtones locaux afin de déterminer la capacité des peuples autochtones à exécuter des parties du travail en tant que sous-traitants, fournisseurs, employés ou apprentis.

Il est à noter qu'un apprenti peut être mentionné à la fois à l'appendice 3 et à l'appendice 4 sans que ces renseignements soient conflictuels, si cette personne est en fait à la fois un apprenti et un membre d'une communauté autochtone.

On attend des soumissionnaires qu'ils participent aux efforts de réconciliation du Canada. À cet égard, la mobilisation des peuples autochtones doit être respectueuse et ne doit pas être retardée. Les soumissionnaires sont censés commencer le processus de mobilisation des peuples autochtones dès que possible.

Le soumissionnaire est encouragé à communiquer avec les personnes-ressources identifiées au moins sept (7) jours civils avant la date de clôture de l'appel d'offres.

Le Canada peut exiger des preuves raisonnables et vérifiables d'une communication réciproque entre le soumissionnaire et l'une des personnes-ressources des peuples autochtones identifiées ci-dessous. Des exemples de preuves raisonnables et vérifiables comprennent, sans s'y limiter, des copies de la correspondance écrite, d'une lettre d'appui ou d'échanges par courriel.

Coordonnées des peuples autochtones (du nord au sud) :

Conseil des Dénés Daylu

Iyon Kechika Contracting Ltd., Conseil des Dénés Daylu
Derek Loots, directeur général
Au travail : 250-779-3010
Cellulaire : 250-775-0043
derekloots@hotmail.com

Première Nation de Fort Nelson

Eh-Cho-Dene

Brendan Youb

Téléphone : 250-774-7523

Cellulaire : 250-500-1377

Courriel : Brendan@ehchodene.com

3) Formulaire d'exigence de participation autochtone (EPA)

Il est obligatoire d'intégrer une exigence de participation autochtone. Un formulaire d'EPA entièrement rempli qui satisfait aux exigences relatives au contenu et au montant ci-dessous doit être soumis avec la soumission afin que celle-ci soit jugée conforme.

L'EPA doit inclure des possibilités de travail par la fourniture de biens, de services, de formation, d'emploi, d'apprentissage ou de sous-traitance. Les possibilités doivent contribuer directement à l'exécution des travaux visés par le marché.

Pour être conforme, la valeur de l'EPA doit représenter au moins 15,00 % du montant total de la soumission inscrit à l'appendice 1. Les soumissions qui n'atteignent pas le minimum de 15,00 % seront jugées non conformes et ne seront pas prises en considération pour la suite du processus. Par exemple, une offre dont la valeur de l'EPA est de 14,9 % sera jugée non conforme (c'est-à-dire que le chiffre ne sera pas arrondi).

Une fois le contrat attribué, la valeur totale réelle du contrat, à l'exclusion des taxes applicables, sera utilisée pour calculer et vérifier que la valeur minimale de l'EPA de 15,00 % a été atteinte et sera utilisée pour déterminer si l'entrepreneur est conforme. Par exemple, si la valeur réelle totale du contrat à l'exclusion des taxes applicables est de 1 000 000,00 \$, la valeur minimale de l'EPA serait de 150 000,00 \$ (1 000 000,00 \$ x 15,00 %). Si la valeur de l'EPA est de 14,9 %, cela peut constituer un défaut de l'entrepreneur conformément à la condition générale (CG) 7 de la clause R2870D (2018-06-21) – Défaut, suspension ou résiliation du contrat.

Au moyen du formulaire d'EPA, fournir une réponse complète à chacune des exigences. Les réponses doivent respecter le format général du formulaire d'EPA et le texte du titre ne doit pas être modifié.

Si l'entreprise de l'entrepreneur principal est détenue par l'un des peuples autochtones identifiés ou fait partie d'une coentreprise ou d'un partenariat avec une entreprise détenue par l'un de ces peuples autochtones, cet élément sera calculé comme étant équivalent à de la sous-traitance et doit être inscrit comme tel dans le formulaire d'EPA.

Exigence de participation autochtone – FORMULAIRE			
A	B	C	D
Identifiez les peuples autochtones spécifiques* par une abréviation.	Indiquez au moyen des lettres ci-dessous ou par une description si l'élément « EPA » comprendra la fourniture de biens (B), de services (SV), la sous-traitance (ST), la formation (F), un employé (E) ou un apprenti (A).	Indiquez la durée estimée pendant laquelle les éléments de la colonne B seront nécessaires.	Valeur totale estimée des éléments de la colonne B (appelée « valeur cible »)
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$

			\$
			\$
			\$
VALEUR TOTALE de l'exigence de participation autochtone			\$
Doit représenter au moins 15 % du montant de la soumission indiqué à l'appendice 1			
** Pour être jugée conforme, au moins une rangée doit être remplie et une valeur numérique doit être entrée dans la colonne D et totalisée en conséquence.***			

* Peuples autochtones : **CDD** Conseil des Dénés Daylu
PNFN Première Nation de Fort Nelson

Autres descriptions ou commentaires :

4) Certification de l'exigence de participation autochtone (EPA)

Le soumissionnaire doit soumettre le formulaire d'exigence de participation autochtone au moment de la présentation de la soumission, accompagné du Formulaire de soumission et d'acceptation (SA) signé. En présentant les documents requis, le soumissionnaire certifie que l'exigence de participation autochtone est exacte, véridique et complète.

5) Protection des renseignements personnels et accès à l'information (pour l'entrepreneur retenu seulement)

L'entrepreneur accepte de fournir une EPA qui peut être divulguée publiquement par le Canada, y compris aux peuples autochtones identifiées ou aux comités parlementaires visés, sans qu'on ait besoin de présenter un avis préalable ou d'obtenir une permission de quiconque.

6) Défaut de respecter les exigences en matière d'EPA (pour l'entrepreneur retenu seulement)

L'entrepreneur doit déployer tous les efforts commerciaux raisonnables pour atteindre la valeur cible inscrite dans l'EPA présentée. Si l'entrepreneur se rend compte que des circonstances indépendantes de sa volonté l'empêchent d'atteindre la valeur cible de l'EPA, il doit en aviser le Canada en temps opportun et fournir une stratégie d'atténuation qui lui permettra d'atteindre la valeur cible de l'EPA.

7) Rapport de l'entrepreneur (pour l'entrepreneur retenu seulement)

Comme l'indique la CG 5.4 1 c, l'entrepreneur doit fournir au Canada un rapport cumulatif à jour sur l'exigence de

participation autochtone avec chaque demande d'acompte. Il importe de préciser que l'exécution de l'EPA fait partie intégrante des obligations contractuelles de l'entrepreneur et fait partie de la section 2 a. de la CG 5.4 Modalités de paiement.

1 : À l'aide du rapport sur l'EPA, répondez à chacune des exigences. Les réponses doivent respecter le format général du rapport sur l'EPA et le texte du titre ne doit pas être modifié. Dans le cas où un rapport NÉANT est soumis, l'entrepreneur doit fournir un calendrier estimé dans le champ Autres descriptions ou commentaires pour la mise en œuvre de l'EPA qui a été incluse dans sa soumission.

Exigence de participation autochtone – RAPPORT Date : __/__/__ (jour/mois/année)			
A	B	C	D
Identifiez les peuples autochtones spécifiques* par une abréviation.	Indiquez au moyen des lettres ci-dessous si l'élément « EPA » comprendra la fourniture de biens (B), de services (SV), la sous-traitance (ST), la formation (F), un employé (E) ou un apprenti (A).	Indiquez la durée estimée pendant laquelle les éléments de la colonne B seront nécessaires.	Valeur totale estimée des éléments de la colonne B (appelée « valeur cible »)
			\$
			\$
			\$
			\$
			\$
VALEUR TOTALE de l'exigence de participation autochtone à ce jour			\$

* Peuples autochtones : **CDD** Conseil des Dénés Daylu
PNFN Première Nation de Fort Nelson

Autres descriptions ou commentaires :

2 : Le Canada se réserve le droit de vérifier le contenu du rapport à n'importe quel moment. L'entrepreneur principal doit fournir sur demande des renseignements détaillés, p. ex. des factures, des registres de travail et des talons de paie.

3 : L'entrepreneur doit indiquer si certaines valeurs de l'EPA ont été difficiles ou impossibles à atteindre, expliquer pourquoi elles n'ont pas été atteintes et fournir des mesures d'atténuation.

4. La CG 5.4 de la clause R2850D (2014-06-26) Acompte est modifiée afin d'inclure le passage suivant :

1, c. un rapport cumulatif complet et à jour sur l'exigence de participation autochtone, sous la forme décrite dans le contrat, qui décrit de manière exhaustive tous les travaux réalisés par des Autochtones dans le cadre de l'exécution du contrat depuis le début de celui-ci.

5. La CG 1.22 de la clause R2810D (2017-08-17) Évaluation du rendement : Le contrat est modifié pour inclure la clause suivante :

1, f. Atteinte des objectifs de l'EPA, ce qui comprend la vérification que l'entrepreneur a atteint, voire dépassé, ses engagements aux termes de l'exigence de participation autochtone.

APPENDICE 4 - ATTESTATION VOLONTAIRE À L'APPUI DU RECOURS AUX APPRENTIS (page 1 de 2)

INITIATIVE DE TRAVAUX PUBLICS ET SERVICES GOUVERNEMENTAUX CANADA POUR L'EMBAUCHE D'APPRENTIS

1. Pour les encourager à participer à la formation d'apprentis, on demande aux employeurs qui soumissionnent pour des contrats de construction ou d'entretien de Travaux publics et Services gouvernementaux Canada (TPSGC) de signer une attestation volontaire, attestation signalant leur engagement à embaucher et former des apprentis.
2. Le Canada doit composer avec des pénuries de main-d'œuvre dans divers secteurs et dans diverses régions, en particulier dans des métiers spécialisés. Faciliter l'acquisition de compétences et la formation chez les Canadiens est une responsabilité partagée. Le gouvernement du Canada a pris l'engagement de faciliter l'utilisation d'apprentis dans le cadre des contrats fédéraux de construction et d'entretien. Les soumissionnaires ont un rôle important à jouer au titre du soutien des apprentis, à savoir les embaucher et les former. On les encourage à attester qu'ils proposent des possibilités d'emploi à des apprentis dans le cadre de leurs relations d'affaires avec le gouvernement du Canada.
3. Le gouvernement du Canada encourage les Canadiens à faire l'apprentissage de métiers spécialisés et à y faire carrière. En outre, le gouvernement offre un crédit d'impôt aux employeurs afin de les encourager à embaucher des apprentis. Vous trouverez de l'information à propos de ces mesures fiscales administrées par l'Agence du revenu du Canada dans son site Web à : www.cra-arc.gc.ca. Les employeurs sont aussi invités à se renseigner à propos de l'information et des mesures de soutien additionnelles dont ils pourraient tirer profit auprès de leur autorité provinciale ou territoriale en matière d'apprentissage.
4. Les attestations signées à la page 2 de 2 aideront à mieux comprendre comment les entrepreneurs utilisent des apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien et pourraient éclairer l'élaboration, dans l'avenir, de nouvelles politiques et de nouveaux programmes.
5. L'entrepreneur atteste ce qui suit :

En vue de contribuer à la satisfaction de la demande en travailleurs qualifiés, l'entrepreneur convient de déployer et d'exiger de ses sous-traitants qu'ils déploient des efforts commerciaux raisonnables pour embaucher et former des apprentis inscrits, de s'efforcer d'utiliser pleinement les ratios compagnon/apprenti * autorisés et de respecter toutes les exigences liées à l'embauche prescrites dans les lois provinciales et territoriales.

L'entrepreneur consent, par la présente, à ce que cette information soit recueillie et conservée par TPSGC et Emploi et Développement social Canada en vue d'appuyer la compilation de données sur l'embauche et la formation d'apprentis dans le cadre de contrats fédéraux de construction et d'entretien.

Pour appuyer cette initiative, une attestation volontaire signalant que le fournisseur s'engage à embaucher et former des apprentis est disponible à la page 2 de 2.

Si vous acceptez, veuillez compléter et apposer votre signature à la page 2 de 2.

** Le ratio compagnon/apprenti, c'est le nombre de compagnons qualifiés/agrérés qu'un employeur doit employer dans une profession ou un métier désigné afin d'être admissible à inscrire un apprenti conformément à la législation, aux règlements, aux directives d'orientation ou aux arrêtés provinciaux/territoriaux émis par les autorités ou les organismes responsables.*

Attestation volontaire

(A être volontairement retourner avec la soumission)
(page 2 de 2)

Avis; L'entrepreneur sera appelé à compléter à tous les six mois ou à la fin des travaux un rapport tel qu'inclus à l'annexe B « Rapport volontaire d'apprentis employés pendant les contrats ».

Nom :	
Signature :	
Nom de la compagnie :	
Dénomination sociale :	
Numéro de l'invitation à soumissionner :	
Nombre d'employés de l'entreprise :	
Nombre planifié d'apprentis qui travailleront sur ce contrat :	

Métiers spécialisés de ces apprentis :

APPENDICE 5- ATTESTATION DE L'EXIGENCE DE VACCINATION CONTRE LA COVID-19

Je, _____ (prénom et nom de famille), en tant que représentant de
_____ (nom de l'entreprise), dans le cadre de la demande de soumissions numéro
_____ (insérer le numéro de la demande de soumissions), garantis et atteste que
tous les membres du personnel que _____ (nom de l'entreprise) fournira dans le
cadre du présent contrat et qui accèdent aux lieux de travail du gouvernement fédéral où ils peuvent être en contact avec
les fonctionnaires seront :

- (a) entièrement vaccinés contre la COVID-19;
- (b) à moins de ne pouvoir être vaccinés en raison d'une contre-indication médicale certifiée, de la religion ou d'autres motifs de discrimination interdits en vertu de la *Loi canadienne sur les droits de la personne*, à condition que des mesures d'adaptation et d'atténuation aient été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par celui-ci; ou
- (c) partiellement vaccinés contre la COVID-19 pour une période allant jusqu'à 10 semaines à partir de la date où ils ont reçu la première dose et qui font l'objet de mesures temporaires qui ont été présentées au gouvernement du Canada et approuvées par le gouvernement du Canada, période après laquelle le personnel des fournisseurs satisfera aux conditions (a) ou (b) ou alors ne pourra plus avoir accès aux lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires dans le cadre de ce contrat;

jusqu'à ce que le gouvernement du Canada indique que l'exigence de vaccination contre la COVID-19 de la politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs ne soit plus en vigueur.

J'atteste que tous les membres du personnel fournis par _____ (nom de l'entreprise) ont été informés des exigences de vaccination contre la COVID-19 de la Politique de vaccination contre la COVID-19 relative au personnel des fournisseurs, et que _____ (nom de l'entreprise) a attesté qu'elle s'est conformée à cette exigence.

J'atteste l'exactitude des renseignements fournis à la date indiquée ci-dessous et assure qu'ils le demeureront pendant toute la durée du contrat. Je comprends que les attestations fournies au gouvernement du Canada peuvent faire l'objet d'une vérification à tout moment. Je comprends également que le gouvernement du Canada considérera que l'entrepreneur n'a pas respecté ses engagements s'il découvre qu'une attestation est fausse pendant la période de soumission des propositions ou de contrat, qu'il s'agisse d'une erreur ou d'un acte délibéré. Le gouvernement du Canada se réserve le droit de demander des renseignements supplémentaires pour vérifier l'attestation d'un soumissionnaire. Le non-respect de toute demande ou exigence imposée par le gouvernement du Canada peut constituer un manquement au contrat.

Signature : _____

Date : _____

Facultatif

À des fins de collecte de données uniquement, veuillez apposer vos initiales ci-dessous si votre entreprise a déjà mis en vigueur sa propre politique de vaccination contre la COVID-19 ou des exigences en la matière pour ses employés. Le fait d'apposer vos initiales ci-dessous ne remplace pas l'obligation de remplir l'attestation ci-dessus.

Initiales : _____

Selon la politique de vaccination contre la COVID-19 du gouvernement du Canada relative au personnel des fournisseurs, les renseignements que vous avez fournis seront protégés, utilisés, conservés et divulgués conformément à la Loi sur la protection des renseignements personnels. Veuillez prendre note que vous avez le droit d'accéder à tout renseignement dans votre dossier et d'y apporter des corrections, et que vous avez le droit de déposer une plainte auprès du Bureau du commissariat à la protection de la vie privée concernant le traitement de vos renseignements personnels. Ces droits s'appliquent également à toutes les personnes qui sont considérées comme membres du personnel aux fins du contrat et

Solicitation No. - N° de l'invitation
EZ899-221823/A

Amd. No. - N° de la modif.

Buyer ID - Id de l'acheteur
pwy041

Client Ref. No. - N° de réf. du client

File No. - N° du dossier

CCC No./N° CCC - FMS No./N° VME

qui doivent accéder les lieux de travail du gouvernement du Canada où ils pourraient entrer en contact avec des fonctionnaires.

**ANNEXE A - ATTESTATION D'ASSURANCE**

(Pour informations seulement, n'est pas requise lors du dépôt de soumission)

ATTESTATION D'ASSURANCE

Page 1 de 2

Description et emplacement des travaux Conversion du traitement de surface bitumineux à un revêtement bitumineux sur la route de l'Alaska Km 485 to Km520 Du km 485 au km 520 de la route de l'Alaska, en Colombie-Britannique	N° de contrat. EZ899-221823/001/PWY
	N° de projet

Nom de l'assureur, du courtier ou de l'agent postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
Nom de l'assuré (Entrepreneur) Postal	Adresse (N°, rue)	Ville	Province	Code
Assuré additionnel Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux				

Genre d'assurance	Compagnie et N° de la police	Date d'effet J / M / A	Date d'expiration J / M / A	Plafonds de garantie		
Responsabilité civile des entreprises Responsabilité complémentaire/exc édentaire.				Par sinistre	Global général annuel	Global - Risque après travaux
				\$	\$	\$
				\$	\$	\$

J'atteste que les polices ci-dessus ont été émises par des assureurs dans le cadre de leurs activités d'assurance au Canada et que ces polices sont présentement en vigueur, comprennent les garanties et dispositions applicables de la page 2 de l'Attestation d'assurance, incluant le préavis d'annulation ou de réduction de garantie.

Nom de la personne autorisée à signer au nom de(s) l'assureur(s) (Cadre, agent, courtier)

Numéro de téléphone

Signature

Date J / M / A

ATTESTATION D'ASSURANCE Page 2 de 2

Généralités

Les polices exigées à la page 1 de l'Attestation d'assurance doivent être en vigueur et doivent inclure les garanties énumérées sous le genre d'assurance correspondant de cette page-ci.

Les polices doivent assurer l'entrepreneur et doivent inclure, en tant qu'assuré additionnel, Sa majesté la Reine du chef du Canada représentée par le Ministre des Travaux publics et des Services gouvernementaux.

La police d'assurance doit comprendre un avenant prévoyant un préavis écrit d'au moins trente (30) jours en cas d'annulation de l'assurance ou de toute réduction de la garantie d'assurance.

Sans augmenter la limite de responsabilité, la police doit couvrir toutes les parties assurées dans la pleine mesure de la couverture prévue.

De plus, la police doit s'appliquer à chaque assuré de la même manière et dans la même mesure que si une police distincte avait été émise à chacun d'eux.

Responsabilité civile des entreprises

La garantie d'assurance fournie ne doit pas être substantiellement inférieure à la garantie fournie par la dernière publication du formulaire BAC 2100.

La police doit inclure ou avoir un avenant pour l'inclusion d'une garantie pour les risques et dangers suivants si les travaux y sont assujettis :

- a) Dynamitage.
- b) Battage de pieux et travaux de caisson.
- c) Reprise en sous-œuvre.
- d) Enlèvement ou affaiblissement d'un support soutenant toute structure ou terrain, que ce support soit naturel ou non, si le travail est exécuté par l'entrepreneur assuré.

La police doit comporter:

- a) un « Plafond par sinistre » d'au moins **5 000 000 \$**;
- b) un « Plafond global général » d'au moins **10 000 000 \$** par année d'assurance, si le contrat d'assurance est assujetti à une telle limite.
- c) un « Plafond pour risque produits/après travaux » d'au moins **5 000 000 \$**.

Une assurance responsabilité complémentaire ou excédentaire peut être utilisée pour atteindre les plafonds obligatoires.

ANNEXE B - RAPPORT VOLONTAIRE D'APPRENTIS EMPLOYÉS PENDANT LES CONTRATS (EXEMPLE)

(Ce rapport volontaire n'est pas requis lors du dépôt de soumission)

L'entrepreneur devrait compiler et tenir à jour des données sur le nombre d'apprentis ayant été embauchés pour travailler sur le contrat, ainsi que leur métier spécialisé.

L'entrepreneur devrait fournir ces données conformément au format ci-dessous. Si aucun apprenti n'a été embauché pendant la durée du contrat, l'entrepreneur devrait soumettre un rapport portant la mention « néant ».

Les données devraient être présentées à l'autorité contractante au plus tard six mois après l'octroi du contrat ou à la fin du contrat, selon la première éventualité.

Nombre d'apprentis embauchés	Métier spécialisé